

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 1 du 01.03 au 05.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité :

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

1 Editorial

Manlio Dinucci : La Libye dans le grand jeu du nouveau partage de l'Afrique.

Les USA réservent à Kadhafi le sort de Saddam Hussein.

2 Tiré à part :

UN NON SANS EQUIVOQUE A TOUTE INTERVENTION DE L'OTAN EN LIBYE !

3 Point de vue des pays Arabes & voisins

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 "Toute guerre est basée sur le mensonge".

4-2 Mensonges massifs pour justifier une intervention militaire occidentale.

5 Dossier

5-1 Serge Charbonneau : Libye : Une autre guerre juste ?

5-2 Mahdi Darius Nazemroaya : Une guerre civile provoquée en Libye afin de justifier une intervention militaire des États-Unis et de l'OTAN ?

5-3 Mohamed BELAALI : L'impérialisme est l'ennemi des peuples : le cas de la Libye.

6 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

6-1 Stefanie Schüller : Hugo Chavez propose une médiation internationale pour la Libye.

7 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

7-1 Annie : la légitimation d'une intervention étrangère en Libye.

7-2 Pathé M Bodje : Saddam Hussein ? Must Disarm.

7-3 Sara Flounders : La Libye et l'impérialisme

Dernière minute

L'Otan sera partie prenante d'une intervention militaire contre la Libye

Dans une interview à France 24, ce 6 mars 2011, le ministre français Alain Juppé précise ce qu'il entendait par une "non intervention militaire en Libye". Il rejette l'idée d'une intervention terrestre avec débarquement de troupes Otan sur la côte libyenne. (Vu les expériences d'Irak et d'Afghanistan, le gouvernement français n'est pas rassuré...). Mais il affirme aussi que l'Otan étudie la mise en oeuvre d'une zone d'interdiction de vol dans le ciel libyen, ajoutant que la France y collabore. C'est bien l'Otan qui est à la manoeuvre, et agit en fonction des objectifs fixés au dernier Sommet de Lisbonne. Des opérations militaires de ce type sont étudiées très attentivement et discrètement, comme on peut s'en rendre compte dans le communiqué ci-dessus. Un des partenariats de l'Otan - Le Dialogue de la Méditerranée- est chargé notamment d'assurer "la protection du secteur

énergétique". Rien à voir avec la défense de la démocratie et le soutien à une "révolution contre Khadafi". Beaucoup à voir avec la main mise sur les ressources pétrolières de la Libye .

C.P.

26 janv. 2011 – 27 janv. 2011

Réunion du Comité militaire de l'OTAN après le sommet de Lisbonne

Deux jours de réunions des chefs d'état-major de la défense (CEMD) et des représentants militaires (RM) de soixante-six pays membres et partenaires de l'OTAN viennent de s'achever au siège de l'OTAN. Sous la présidence de l'amiral Giampaolo Di Paola, Président du Comité militaire, ces réunions de haut niveau, qui constituent la 164e conférence du Comité militaire en session des CEMD (CM/CEM), sont également le premier grand rassemblement officiel des autorités militaires de l'OTAN depuis le sommet de l'OTAN tenu à Lisbonne en novembre 2010.

Y ont également participé les deux commandants stratégiques de l'OTAN, l'amiral James Stavridis (commandant suprême des forces alliées en Europe – SACEUR) et le général Stéphane Abrial (commandant suprême allié Transformation – SACT), ainsi que le président du Comité militaire de l'Union européenne, le général Hakan Syren.

Au cours de la réunion consacrée à l'Afghanistan, le haut représentant civil, l'ambassadeur Mark Sedwill, et le commandant de la FIAS, le général David Petraeus, ont dressé le bilan de l'année 2010, notamment au sujet du processus de transition. Ils ont convenu que le moment était venu de prendre appui sur les acquis et de les consolider pour que les progrès réalisés deviennent irréversibles. En ce sens, ils ont décidé qu'il était nécessaire en priorité de prendre d'urgence des mesures supplémentaires afin de disposer des formateurs indispensables pour appuyer la montée en puissance des forces de sécurité nationales afghanes. L'évaluation du Comité militaire constituera un avis essentiel pour le Conseil de l'Atlantique Nord, en vue des prochaines réunions des ministres de la défense de l'OTAN en mars 2011.

En ce qui concerne le Kosovo, les CEMD ont suivi les exposés présentés par le SACEUR, par le commandant de la KFOR, le général Erhard Buehler, et par le chef de la mission EULEX, M. Xavier Bout de Marnhac, qui estiment que la situation de sécurité globale est positive, compte tenu de l'évolution de la KFOR vers une présence dissuasive, de l'allègement du dispositif de protection de sites et de la capacité croissante des forces de sécurité du Kosovo (KSF). Les pays contributeurs ont réaffirmé leur engagement à remplir effectivement le mandat de la KFOR, en reconnaissant que la paix et la stabilité à long terme dans la région dépendront essentiellement de la bonne gouvernance et des progrès de la lutte contre la criminalité organisée.

Les opérations maritimes en cours de l'OTAN, Ocean Shield et Active Endeavour, ont également été examinées. Les CEMD ont analysé les options qui permettraient d'améliorer les résultats obtenus dans le cadre de ces missions, en les adaptant aux menaces actuelles et futures liées à la sécurité maritime et en tenant compte des ressources disponibles.

Deux réunions du CM/CEM étaient consacrées aux partenariats de l'OTAN. Les représentants militaires du Dialogue méditerranéen et ceux du Conseil de partenariat euro-atlantique ont convenu de poursuivre l'accomplissement de la tâche fondamentale relative à la sécurité coopérative, mentionnée dans le nouveau concept stratégique. Ils se sont montrés vivement intéressés par l'examen des options permettant d'approfondir la coopération militaire afin de mieux répondre aux défis de sécurité naissants tels que le terrorisme, la prolifération des armements, le trafic de drogue, les cyberattaques, la protection du secteur de l'énergie et la piraterie.

Au cours de la réunion consacrée à la coopération militaire entre l'OTAN et l'Ukraine, les CEMD ont examiné les développements actuels des réformes de défense et de la transformation en Ukraine, et présenté des recommandations fondées sur l'expérience acquise par leurs pays dans ces deux domaines. La grande valeur de la participation continue de l'Ukraine aux opérations de l'OTAN a de nouveau été saluée.

Plusieurs aspects clés de la transformation de l'OTAN ont été abordés : la réforme de l'OTAN, le processus de planification de défense et le développement des capacités, et, en particulier, la mise en œuvre du nouveau concept stratégique. Sur ce dernier point, les CEMD ont examiné les contributions militaires relatives aux trois tâches fondamentales : la défense collective, la gestion de crise et la sécurité coopérative, qui seront cruciales pour l'élaboration de la directive politique qui régit la mise en œuvre du concept stratégique sur le plan militaire.

Au cours de la réunion du Conseil OTAN-Russie au niveau des représentants militaires (COR-RM), les 29 CEMD ont approuvé le plan de travail militaire élargi du COR pour 2011. Ce plan de travail, d'une portée considérable, est le plus ambitieux qui ait jamais été présenté, et le premier résultat concret de la poursuite de la coopération militaire entre l'OTAN et la Russie depuis le sommet de Lisbonne. Les échanges entre instituts de formation militaire sont particulièrement fructueux et permettront aux militaires de l'OTAN et de la Russie de partager leurs points de vue sur les questions de sécurité stratégique d'intérêt commun afin d'élargir leur coopération.

Par ailleurs, le COR a approuvé le « Glossaire général de la coopération OTAN-Russie ». Ce document contient plus de 6000 termes et couvre des domaines clés de la coopération politique et militaire entre l'OTAN et la Russie. Le général d'Armée Nikolai Makarov et l'amiral Giampaolo Di Paola assumeront conjointement la responsabilité générale de l'édition du glossaire du COR.

La coopération militaire est un aspect important de la poursuite du développement des relations entre l'OTAN et la Russie. Le plan de travail 2011 s'inscrit dans le cadre de coopération entre militaires OTAN-Russie du COR-RM, qui prévoit quatre domaines de coopération déjà agréés : la logistique, la lutte contre le terrorisme, la recherche et le sauvetage en mer et la lutte contre la piraterie.

Les résultats des débats qui ont eu lieu au cours des différentes réunions du Comité militaire ouvriront la voie à la mise en place de la « nouvelle OTAN », qui a été définie comme une priorité importante au sommet de Lisbonne.

1 Editorial

Manlio Dinucci : La Libye dans le grand jeu du nouveau partage de l'Afrique.

Ceux qui fuient la Libye ne sont pas seulement des familles qui ont peur pour leur vie et de pauvres immigrés d'autres pays nord-africains. Il y a des dizaines de milliers d'autres « réfugiés » qui sont rapatriés par leurs gouvernements par bateaux et avions : ce sont surtout des techniciens et opérateurs des grandes compagnies pétrolières. Pas seulement l'Eni (Ente nazionale idrocarburi, société nationale des hydrocarbures, NdT), qui réalise en Libye environ 15% de son chiffre d'affaires, mais aussi d'autres multinationales surtout européennes : BP, Royal Dutch Shell, Total, Basf, Statoil, Rapsol. Sont obligés aussi de quitter la Libye des centaines de Russes de Gazprom et plus de 30 mille Chinois de compagnies pétrolières et du bâtiment. Image emblématique de la façon dont l'économie libyenne est interconnectée à l'économie globalisée, dominée par les multinationales.

Grâce aux réserves de pétrole et de gaz naturel, la Libye a une balance commerciale en actif de 27 milliards de dollars annuels et un revenu moyen-haut par habitant de 12 mille dollars, six fois plus élevé que l'égyptien. Malgré les fortes disparités, le niveau de vie moyen de la population libyenne (à peine 6,5 millions d'habitants par rapport aux 85 millions en Egypte) est ainsi plus haut que celui de l'Egypte et des autres pays nord-africains. En témoigne le fait que travaillent en Libye environ un million et demi d'immigrés en majorité nord-africains. 85% des exportations énergétiques libyennes sont destinés à l'Europe : en premier lieu à l'Italie qui en absorbe 37%, suivie par l'Allemagne, la France et la Chine. L'Italie est au premier rang aussi des importations libyennes, suivie par la Chine, la Turquie et l'Allemagne.

Ce cadre saute à présent sous l'effet de ce qui se caractérise non pas comme une révolte de masses appauvries, comme celles en Egypte et Tunisie, mais comme une vraie guerre civile, due à une fracture dans le groupe dirigeant. Ceux qui ont fait le premier pas ont exploité le mécontentement contre le clan Kadhafi, mécontentement répandu surtout dans les populations de la Cyrénaïque et les jeunes des villes, à un moment où toute l'Afrique du Nord est parcourue de mouvements de rébellion. A la différence de l'Egypte et de la Tunisie, cependant, l'insurrection libyenne apparaît pré-commandée et organisée. Emblématiques aussi les réactions dans le champ international. Pékin s'est dit extrêmement préoccupé par les développements en Libye et a « souhaité un rapide retour à la stabilité et à la normalité ». La raison en est claire : le commerce sino-libyen est en forte croissance (d'environ 30% rien qu'en 2010), mais à présent la Chine voit mise en jeu toute l'assise de ses rapports économiques avec la Libye, de qui elle importe des quantités croissantes de pétrole. Position analogue à Moscou.

Et de signe diamétralement opposé, par contre, celle de Washington : **le président Obama, qui face à la crise égyptienne avait minimisé la répression déchaînée par Moubarak et fait pression pour une « transition ordonnée et pacifique », condamne sans moyens termes le gouvernement libyen** et annonce avoir à sa disposition « la gamme complète d'options que nous avons pour répondre à cette crise », y compris « les actions que nous pouvons entreprendre et celles que nous coordonnerons avec nos alliés à travers des institutions multilatérales ». Le message est clair : la possibilité existe d'une intervention militaire Usa/OTAN en Libye, formellement pour arrêter le bain de sang. Tout aussi claires les raisons réelles : **Kadhafi renversé, les Etats-Unis pourraient renverser tout le cadre des rapports économiques de la Libye, en ouvrant la voie à leurs multinationales, jusqu'ici exclues de l'exploitation des réserves énergétiques libyennes. Les Etats-Unis pourraient ainsi contrôler le robinet énergétique, dont dépend une grande partie de l'Europe et où s'approvisionne aussi la Chine.**

Ceci advient dans le grand jeu de la répartition des ressources africaines, qui voit s'amplifier le bras de fer surtout entre Chine et Etats-Unis. La puissance militaire asiatique, en ascension - présente avec environ 5 millions d'entrepreneurs, techniciens et ouvriers en Afrique- construit des industries et des infrastructures, en échange de pétrole et autres matières premières. Les Etats-Unis, qui ne sont pas compétitifs sur ce plan, s'appuient sur les forces armées des principaux pays africains, qu'ils entraînent à travers le Commandement Africa (AfriCom), leur principal instrument de pénétration dans le continent. Maintenant, entre en jeu aussi l'OTAN qui est sur le point de conclure un traité de partenariat militaire avec l'Union africaine, dont sont membres 53 pays. Le quartier général du partenariat OTAN-Union africaine est déjà en construction à Addis Abéba : une structure très moderne, financée avec 27 millions d'euros par l'Allemagne, et baptisée « Edifice de la paix et de la sécurité ».

Manlio Dinucci

Edition de vendredi 25 février de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca)

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/25-Febbraio-2011/art21.php3>

Les USA réservent à Kadhafi le sort de Saddam Hussein.

Les Etats-Unis tenteront sans doute d'éliminer Mouammar Kadhafi ou de le capturer, a supposé mardi le colonel Igor Korotchenko, rédacteur en chef de la revue Défense Nationale.

"Les Etats-Unis réservent de toute évidence à Mouammar Kadhafi le sort de Saddam Hussein. Le guide de la révolution libyenne serait soit liquidé par une frappe aérienne soit capturé pour être condamné à mort par les nouvelles autorités libyennes avec l'accord tacite de Washington", a déclaré l'expert dans une interview à RIA Novosti.

Selon M.Korotchenko, les Américains peuvent aussi imposer un blocus total de la côte libyenne et utiliser des missiles de croisière Tomahawk pour frapper la résidence de Kadhafi, les postes de commandement et l'état-major des forces armées de Libye, paralysant la direction militaire et l'administration de l'Etat.

"C'est justement pour cela que les Etats-Unis regroupent à présent leurs forces et moyens dans la région et que deux porte-

avons américains ont mis le cap sur les côtes libyennes", a-t-il fait remarquer.
Dans le même temps, l'expert a exclu une opération terrestre du Pentagone contre la Libye.
"Au stade actuel, cela est très peu probable", conclut M.Korotchenko.
01/03/2011

<http://fr.rian.ru/world/20110301/188747262.html>

2 Tiré à part :

UN NON SANS EQUIVOQUE A TOUTE INTERVENTION DE L'OTAN EN LIBYE !

COMMUNIQUE DU COMITE SURVEILLANCE OTAN

Les révoltes des populations embrasent tout le sud de la Méditerranée sur des milliers et des milliers de kilomètres, pour exiger la justice sociale, des droits démocratiques. Mais il s'y mêle aussi les révolutions de palais, les coups de force entre différents clans locaux, encouragés ou même fomentés par les Etats-Unis et certaines puissances européennes. Mais les populations veulent aussi le partage des richesses de leurs pays et la souveraineté et l'indépendance politique contre leurs anciens et nouveaux colonisateurs. C'est cela qui fait le plus peur au sein de l'Alliance Atlantique et surtout parmi ses plus puissants membres, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne. Cette peur commune est encore plus grande que les disputes et les concurrences économiques entre eux.

L'Otan offre ses services militaires et n'attend plus qu'un mandat de l'ONU. Les navires de guerre américains dans la Méditerranée se rapprochent de la Libye et Hilary Clinton ordonne à Kadhafi de dégager. On ne peut que s'inquiéter de cette exigence, qui n'avait pas du tout la même énergie en Egypte ou en Tunisie. Les dirigeants occidentaux clament leur indignation devant la répression en Libye, mais ils n'ont pas fini de mener ou de soutenir une guerre de conquête atroce en Irak qui se solde sans doute par un million de mort et 4 millions de réfugiés. Les discours main sur le coeur sur les valeurs et les droits de l'homme sont aujourd'hui comme hier le masque de la défense cynique des intérêts économiques concrets. Le Conseil de Sécurité de l'ONU vient de voter une série de sanctions contre la Libye et le « clan » Khadaffi, mais la résolution laisse aussi la porte ouverte à une intervention militaire. Ban Ki Moon a prévenu : « *les mesures prises aujourd'hui sont sévères et, dans les jours à venir, si les choses ne changent pas, des mesures encore plus audacieuses pourront être prises* ».

D'autre part, l'insistance avec laquelle le mot de "génocide" est relayé hors propos, quelle que soit la réalité ou l'ampleur de la répression et des combats inter-factions, en dit long sur la volonté de manipulation de l'opinion publique.

L'Otan serait "tout naturellement" en première ligne d'une telle intervention : La situation en Libye n'est-elle pas présentée comme un exemple de menaces auxquelles l'Otan est amenée à réagir : « grave crise humanitaire », « danger pour la sécurité d'approvisionnement énergétique », soit le contenu-type des menaces décrites dans le nouveau Concept Stratégique de l'Otan que la Belgique vient de cosigner au dernier Sommet de Lisbonne.

Ces interventions armées ne sont pas de nature à régler le moindre problème humanitaire, et ce n'est en aucune façon leur but réel. Le mouvement pour la Paix en Belgique doit en être conscient. La guerre de l'Otan contre la Yougoslavie n'a réglé aucun problème, a causé des milliers de morts supplémentaires, et a conduit à inventer un nouvel Etat, le Kosovo, immense base militaire américaine. La guerre en Afghanistan dans laquelle s'est graduellement enfoncée l'Otan a ajouté aux désastres, à la misère, aux morts et à des coûts incommensurables. La guerre et l'occupation de l'Irak continue avec la participation de l'Otan et il y a chaque mois plus de morts là-bas que dans tous les récents affrontements en Libye !

Il faut dire NON clairement et catégoriquement à toute intervention militaire de l'Otan, et dire NON à toute participation belge, qu'elle soit directement militaire ou sous la couverture humanitaire !

Le Comité Surveillance Otan

3 Point de vue des pays Arabes & voisins

Iran

Mise en garde.

L'Iran a mis en garde mercredi contre une intervention militaire occidentale en Libye et toute tentative de transformer ce pays en base militaire. "Les violences inhumaines" du pouvoir du colonel Kadhafi contre "le mouvement populaire" en Libye "ne doivent pas servir d'excuses pour une interférence militaire d'autres pays", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Ramin Mehmanparast. "Ils (les Occidentaux) ne doivent pas tenter de transformer les autres pays en bases militaires"

04/03/2011

<http://polymedia.skynetblogs.be/>

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 "Toute guerre est basée sur le mensonge".

"En temps de guerre, la première victime est la vérité". Sun Tzu, l'Art de la Guerre

Les informations sur l'aviation libyenne bombardant son propre peuple ont rapidement fait le tour du monde. Cependant, les chefs militaires Russes disent qu'ils ont exercé une surveillance depuis l'espace et les images contredisent ces dires.

Selon Al Jazeera et la BBC, le 22 février le gouvernement libyen a ordonné des frappes aériennes sur la ville de Benghazi - la plus grande ville du pays - et sur la capitale Tripoli. Cependant, l'armée Russe, qui surveille par satellite les troubles depuis leur commencement, déclare qu'il n'y a eu rien de tel.

A ce stade, l'armée Russe dit que, en ce qui les concerne, les attaques signalées par certains médias n'ont jamais eu lieu. Les mêmes sources indiquent que les militaires russes surveillent la situation autour des puits de pétrole libyens.

traduction [le grand soir](#) pour votre plus grand plaisir

<http://tv.globalresearch.ca/2011/03...>

4-2 Mensonges massifs pour justifier une intervention militaire occidentale.

L'on aurait, paraît-il, tout récemment découvert une prison souterraine à Benghazi. Prison où les gens étaient soit-disant torturés.

Problème : Benghazi a été "libérée" par les insurgés il y a plus d'une semaine grâce au retournement de la police et de l'armée. Donc cette prison, si elle existait vraiment, aurait été "découverte" immédiatement après la "libération" de la ville.

En effet, les policiers et militaires passés dans le camp de la rébellion auraient immédiatement dénoncé cette prison. Le simple fait que ce ne fut pas le cas est une preuve absolue qu'il s'agit d'un mensonge.

En plus l'on ose nous dire que de telles prisons existent un peu partout en Libye et que des milliers de gens sont en train de mourir sous terre.

C'est le mensonge de destruction massive inventé par l'impérialisme américano-sioniste pour justifier l'invasion de la Libye. D'ailleurs, pourquoi les Américains, qui rêvent d'intervenir militairement en Libye, n'ont-ils pas même envisagé d'intervenir en Tunisie ni en Égypte ? Parce qu'en réalité, Ben Ali et Moubarak étaient au service de l'impérialisme américano-sioniste, contrairement à Kadhafi.

(vidéo-preuve 1'19" mardi 1er mars 2011.)

Visionner la vidéo sur le lien de l'article : <http://mai68.org:80/spip/spip.php?article2352>

Enregistré sur BFM le 1^o mars 2011 à 3h46.

5 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 Serge Charbonneau : Libye : Une autre guerre juste ?

Réflexions sur une «catastrophe annoncée»

Après avoir été magnifiquement conditionné: Une autre guerre juste

Applaudissons le massacre à venir !

Dans [mon article précédent](#), je disais:

« Nous avons eu le coup des Armes de destruction massive. Les gens ont déjà oublié qu'on leur a menti pour attiser leur peur et leur haine permettant le cautionnement de l'invasion illégale et assassine de l'Irak. Aujourd'hui le mensonge des Armes de destruction massive ayant été servi pour diaboliser et renverser Saddam Hussein se trouve à prendre la deuxième position. Un scénario mené de main de maître par la « communauté médiatique » assisté, bien sûr, par la communauté politique et diplomatique de la droite internationale nous est servi. »

Un lavage de cerveau phénoménal. L'arme médiatique dans toute son efficacité. Aujourd'hui, nous avons le coup des attaques sanguinaires contre des populations manifestant pacifiquement. Tout est mis en place pour attiser notre haine permettant le cautionnement de l'invasion illégale et assassine de la Libye. Jamais nous n'avons assisté à une telle orchestration de tous les moyens «convaincants». Tout est mis à profit pour faire approuver la guerre d'invasion qui se fera sous les applaudissements de nos cerveaux lessivés. L'arme médiatique; avec cette armée de journalistes ayant oublié leur métier. L'arme politico-diplomatique; déclaration de présidents de l'axe du bien et de «la démocratie-par-les-armes» avec l'aide de l'ONU instrumentalisé. L'arme militaire; jusqu'au brave Canada de Harper, cet être épris de justice et de démocratie qui met toujours tout en branle pour sauver les Êtres Humains. L'arme judiciaire; la CPI parle d'enquête avant de nous livrer sa condamnation déjà connue de tous. (La CPI a-t-elle été aussi prompte avec les massacres du Liban ou de Gaza?)

La Libye subit présentement une guerre afin de parvenir à renverser son gouvernement qui représente un grand danger pour le monde néolibéral dans lequel nous vivons. Le fantastique éveil des populations fait trembler l'empire. Un régime socialiste dans la région s'avère être une menace considérable. Si les populations du Maghreb prennent pour exemple le nationalisme libyen, les prédateurs économiques mondiaux ainsi que ceux qui aiment voir le monde fonctionner à leur façon verront leur pouvoir ébranlé. C'est pourquoi une guerre s'impose dans cette région.

De plus, le pétrole libyen n'est pas négligeable. Depuis trop longtemps déjà, les pétrolières le voient couler sans en tirer profit. On cherche depuis des années à corriger cette anomalie mondiale. Après avoir été conditionnés à accepter l'inévitable (sic), par un spectaculaire lavage de cerveau, nous sommes maintenant prêts à accepter (sic) cette nouvelle guerre d'invasion. Une guerre pour le bien ayant pour fabuleux prétexte de déloger un des plus grands sanguinaires de tous les temps.

Mais cette caricature de Kadhafi qui meuble nos cervelles est-elle l'image de Kadhafi dans la tête des Libyens et des Arabes et même des Africains ? C'est là que nous risquons de frapper un « méchant mur ». Un mur sanglant. Une autre guerre, mes amis, comme si le Moyen-Orient ne suffisait pas. Comme si la Côte d'Ivoire ne suffisait pas.

La guerre toujours la guerre! Ceux qui parlent de Paix paraissent être des personnes fourbes et mal intentionnées face à ce prix politique Nobel de la Paix (sic) qui dirige les manœuvres assassines.

Voilà le scénario plus que possible: En premier, l'armée d'invasion US va probablement bombarder la télé et radio libyenne. Les communications en temps de guerre sont toujours les premiers objectifs à contrôler. En second ce sera les centres de décisions. L'édifice où a été reçu Raymond St-Pierre va probablement être bombardé ainsi que tout autre édifice servant au gouvernement. On tentera de localiser Mouammar Kadhafi ainsi que les membres de sa famille pour les éliminer avec des missiles chirurgicaux. Ensuite pour venir à bout de la population on effectuera un carnage à Tripoli. Combien de morts dans ce petit pays ? Cent, deux cent, cinq cent mille ? Qui sait ? En tout cas, il y en aura des centaines de milliers, c'est assuré. Vous persistez à demander le massacre où vous emboîtez le pas à ceux qui cherchent une solution pacifique et le respect du désir des Libyens et des Libyennes ?

Que font les navires de guerre US et canadien, français en Libye ? De l'humanitaire ? On a besoin de canons et de missiles pour de «l'humanitaire» ? On va tuer de façon «humanitaire» ?

Regardons la situation en face. Dommage qu'ici nous n'ayons pas l'odeur du cadavre déchiqueté. Il faut, s'il vous plaît, analyser à fond l'information. Il faut, s'il vous plaît, analyser un peu au lieu de conclure comme nous l'impose la propagande médiatique. Il y a du sang qui coule et ce n'est pas uniquement celui que l'on désigne comme étant le "sanguinaire" qui en est responsable.

Tout pays qui est attaqué se défend.

Pensez à ce qui serait arrivé ici si le FLQ avait distribué des armes à la population et aurait incité celle-ci à la violence. Qu'aurait fait le gouvernement canadien ? Qu'a-t-il fait avec sa loi des mesures de guerre (toujours valide si on en a besoin)? Qu'a-t-il fait à la population qui contestait à Toronto? Les gouvernements, même le nôtre, se défendent, même contre des gens désarmés qui semblent le menacer comme ici à Toronto.

En Libye, ce ne sont pas des manifestants qui prennent les villes. Ce sont des groupes bien armés et bien organisés. C'est la guerre et on favorise la guerre, peu importe le nombre de morts à venir. On veut renverser le gouvernement Kadhafi.

La rumeur a dit que l'armée libyenne avait tiré sur la foule avec des avions de chasse. Il est inconcevable qu'un gouvernement, qu'un régime fasse une telle chose. Aucun imbécile n'ordonnerait une telle chose sans être conscient que c'est signer sa chute. Qui donc a tiré sur la foule, au tout début pour bien aiguiller dès le départ notre jugement ? Qui on ne le saura jamais.

La rumeur dit que c'est le fou sanguinaire de Kadhafi. Kadhafi en 42 ans, bien d'extrêmement extravagant et avec un penchant notable à la mégalomanie, n'a jamais démontré un manque d'intelligence. Kadhafi n'est pas un fou. Kadhafi en 42 ans n'a jamais commis d'acte "sanguinaire". On lui attribue certains attentats terroristes, mais l'attribution des attentats est une stratégie connue depuis des années. On oublie de chercher à qui paie le crime. Ce crime a-t-il été payant pour Kadhafi ? J'en doute. Kadhafi n'est pas un fou et ça me surprendrait qu'un sanguinaire cache ainsi son jeu pendant 42 ans.

Il faut mettre de côté les jugements clef en main qui sont imposés par la propagande médiatique haineuse qui nous ferme les yeux. Il faut s'efforcer de voir le massacre en cours. Voir les assassinats ciblés, voir les enjeux, voir l'hypocrisie. Il faut faire une distinction entre la rumeur et l'information véritable. On parle de mercenaires à la solde de Kadhafi. Kadhafi n'aurait aucun partisan dans son propre pays. L'armée libyenne ne serait composée que de mercenaires étrangers. Voyons, il faut analyser un peu plus la réalité en mettant de côté notre extrême sensibilité maintenue à son paroxysme par cette propagande médiatique d'envergure.

J'ai lu sur des commentaires quelqu'un disant: « C'est quand même incroyable que l'armée de Kadhafi soient pour la plupart des mercenaires étrangers. Kadhafi est coupable de trahison envers son propre peuple! » C'est incroyable les absurdités qui peuvent devenir comme des vérités. Kadhafi aurait une armée composée d'étrangers et non de Libyens !!! Vous rendez-vous compte ? Heureusement, la réalité est plus forte que la virtualité.

Ce qui me rassure c'est que la réalité est comme de la mauvaise herbe. On croit l'avoir éliminé qu'elle repousse aussitôt. Malheureusement, on réussit toujours à éliminer la réalité le temps requis pour commettre les méfaits. Nous assisterons, encore une fois, impuissant à un nouveau massacre, cette fois-ci en Afrique, là où la population s'éveillait un peu trop.

Je crois qu'il y aura beaucoup de sang qui va couler au Maghreb et probablement dans toute l'Afrique. La «communauté internationale» craint énormément que l'Afrique devienne une autre Amérique latine. Un carnage immonde en perspective. Une autre guerre sanglante servant à contrôler l'énergie et les territoires. Voilà où vont nos impôts.

Serge Charbonneau

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

Le 3 mars 2011

5-2 Mahdi Darius Nazemroaya : Une guerre civile provoquée en Libye afin de justifier une intervention militaire des États-Unis et de l'OTAN ?

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Est-ce que Tripoli est poussé à la guerre civile pour justifier une intervention militaire des États-Unis et de l'OTAN dans la Libye qui regorge de pétrole?

Est-ce que les pourparlers relatifs aux sanctions sont le prélude à une intervention de type Irak?

[Il y a quelque chose de pourri dans la "Jamahiriya" de Libye](#)

Il est certain que le Colonel Mouammar Kadhafi (Al-Gaddafi) est un dictateur. Il a été le dictateur et "caïd" de la Libye pendant à peu près 42 ans. Il apparaît aujourd'hui qu'on a fait monter les tensions et qu'on a attisé les flammes de la révolte sur place en Libye. Ceci inclut les déclarations du Secrétaire des Affaires Étrangères britannique William Hague comme quoi le Colonel Kadhafi avait quitté la Libye pour le Venezuela. [1] Cette déclaration à servi à amplifier la révolte contre Kadhafi et son régime en Libye.

Bien qu'ils soient tous les trois dictateurs, le Libyen Kadhafi est assez différent du tunisien Ben Ali et de l'égyptien Moubarak. Le pouvoir en Libye n'est pas tellement subordonné aux États-Unis et à l'Union Européenne. Contrairement aux cas de la Tunisie et de l'Égypte, la relation qui existe entre Kadhafi et les États-Unis et l'Union européenne est un modus vivendi. En clair, Kadhafi est un dictateur arabe indépendant et non pas un "dictateur supervisé" comme Ben Ali et Moubarak.

En Tunisie et en Égypte, le statu quo prévaut, la machine militaire et le néo-libéralisme restent intacts, tout ceci roule dans le sens des intérêts des États-Unis et de l'Union Européenne. Par contre en Libye, les États-Unis et l'Union Européenne ont pour objectif de bouleverser l'ordre établi.

Les États-Unis et l'Union Européenne. veulent maintenant capitaliser sur la révolte contre Kadhafi et sa dictature en espérant se forger une position plus forte que jamais en Libye. Des armes entrent en Libye par ses frontières sud pour pousser la révolte. La déstabilisation de la Libye aurait aussi des conséquences significatives pour l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et les réserves d'énergie globales.

[Le Colonel Kadhafi en bref](#)

L'accession au pouvoir de Kadhafi a commencé quand il était lieutenant libyen au sein d'un groupe d'officiers qui ont fomenté un coup d'État. Le coup d'État de 1969 était contre la jeune monarchie libyenne et son roi Idris Al-Sanusi. Sous cette monarchie, la Libye était passive vis-à-vis des intérêts des États-Unis et de l'Europe de l'ouest.

Bien qu'il n'ait aucun poste officiel ou gouvernemental, Kadhafi a alimenté et profondément enraciné une culture politique du favoritisme, de la corruption et des privilèges en Libye, dès le coup d'Etat de 1969. De plus, en toile de fond, il a aussi renforcé le culte de la personnalité en Libye.

Kadhafi a tout fait pour s'ériger en héros devant les masses, et en particulier les Arabes et les Africains. Ses aventures militaires au Tchad étaient aussi liées au fait de laisser sa marque dans l'histoire et de créer un état client en morcelant le Tchad. Le "cahier vert" de Kadhafi a été fortement décrit et vénéré en tant qu'exploit politique et philosophique. De nombreux intellectuels ont été obligés ou payés pour le soutenir.

Avec le temps, le Colonel Kadhafi a essayé de se forger une image romantique d'homme du peuple. Ceci implique notamment de vivre sous la tente. Il a tout fait pour se faire remarquer. Ses réprimandes à l'égard des autres dictateurs arabes, comme le Roi Abdallah d'Arabie Saoudite pendant les sommets de la Ligue Arabe ont fait la une des journaux et ont été bien accueillis par beaucoup d'Arabes. Pendant ses visites d'état, il s'est ostensiblement entouré d'une garde rapprochée féminine pour attirer l'attention. De plus, il s'est aussi auto-proclamé imam ou leader des Musulmans, et homme de Dieu, discourant sur l'Islam en Libye et en dehors.

La Libye est gérée par un gouvernement sous la coupe de Kadhafi. La peur et le favoritisme ont été le nerf de la guerre pour maintenir l'ordre en Libye parmi les officiels aussi comme les citoyens. Des Libyens et aussi des étrangers ont été tués ou ont disparu pendant plus de dix décades. Le cas du Libanais Musa Al-Sadr, le fondateur du mouvement Amal, est l'un des plus fameux et a toujours été une entrave pour les relations Libano-Libyennes. Kadhafi a eu une influence très négative en créant et en conditionnant une hiérarchie entière d'officiels corrompus à Tripoli. Chacun poursuit son propre intérêt aux frais des Libyens.

Ruptures et Tensions dans la Hiérarchie du Régime de Kadhafi.

A cause de la nature du régime de Kadhafi à Tripoli, il y a beaucoup de tensions internes en Libye et dans la structure du régime elle-même. L'un de ces sujets de tension est entre Saif Al-Islam Kadhafi et le cercle des ministres plus âgés de son père. Les ministres libyens sont en général divisés entre ceux qui se regroupent autour de Saif Al-Islam et ceux qui font partie de la vieille garde.

Il y a même des tensions entre Kadhafi et ses fils. En 1999, Mutassim Al-Kadhafi essaya de renverser son père quand le Colonel Kadhafi était hors de Libye. Mutassim Kadhafi dispose d'un panel de sociétés libyennes en tant que conseiller en sécurité nationale. Il est fameux parmi les Libyens en tant que play-boy ayant passé la plupart de son temps en Europe et à l'étranger. Il y a aussi Khames Kadhafi qui a sa milice de nervis, qu'on appelle la milice Khames. Il a toujours été vu comme un candidat sérieux pour la succession par rapport à ses frères.

On a toujours eu en Libye des craintes au sujet de la succession en cas de disparition du Colonel Kadhafi. Au fil du temps, Kadhafi a purgé en profondeur la Libye de toute forme d'opposition organisée et a empêché quiconque, à part sa famille, d'acquiescer suffisamment de pouvoir pour défier son autorité.

Le problème de la loyauté et de la défection en Libye.

Sans aucun doute, il n'y a pas une grande loyauté envers Kadhafi et sa famille. C'est par peur que les Libyens se sont tenus tranquilles. Au niveau du gouvernement libyen et des militaires libyens, bons ou corrompus, ils se sont tenus tranquilles par peur et par intérêt personnel. Cette chape de peur vient de sauter. Les affirmations et les déclarations de dénonciations contre le régime de Kadhafi arrivent des officiels, des villes et des casernes dans toute la Libye.

Aref Sharif, commandant de la Force Aérienne libyenne, a lâché Kadhafi. Le Ministre de l'Intérieur Abdul Fatah Al-Yunis (Al-Younis), qui est de Bengazi et supervise une section des opérations spéciales en Libye a démissionné. On rapporte que Yunis est le numéro deux de Kadhafi, mais c'est inexact.

Abdullah Sanusi, le chef des services secrets libyens et allié à Kadhafi par son mariage, serait plutôt numéro deux dans la structure du pouvoir à Tripoli.

On a rapporté que deux pilotes libyens se seraient réfugiés à Malte et que des vaisseaux de la marine libyenne auraient refusé d'attaquer Bengazi. Les défections continuent en cascade au sein de l'armée et du gouvernement. Maintenant, il faut une pause pour analyser la situation.

L'opposition libyenne

Il est temps de se demander qui est l'opposition en Libye. L'opposition n'est pas monolithique.

Son commun dénominateur est l'opposition au système de Kadhafi et de sa famille. Il faut dire que les "actions d'opposition ou de résistance contre l'opresseur" et un "mouvement d'opposition" sont deux

choses différentes. Principalement, les gens ordinaires et les officiels libyens corrompus, qui génèrent une haine bien ancrée envers Kadhafi et sa famille, sont maintenant dans le même camp, mais il y a des différences.

Il y a une forme d'opposition authentique qui n'est pas organisée, et une forme d'opposition systématique, qui est soit externe, soit menée par des personnalités du régime libyen proprement dit. L'opposition interne des gens authentiques en Libye n'est pas organisée et les "actions de l'opposition" venant du peuple ont été spontanées. Pourtant, l'opposition et la révolte ont été encouragées et relatées depuis l'extérieur de la Libye à travers les réseaux sociaux, les chaînes de nouvelles internationales et les événements à travers le reste du Monde Arabe. [2]

Le leadership de l'opposition interne qui émerge en Libye vient de l'intérieur du régime lui-même. Les officiels corrompus qui se sont rebellés contre Kadhafi ne sont pas choisis par le peuple. Ces figures de l'opposition ne sont pas opposées à la tyrannie; elles sont surtout opposées à la férule du Colonel Kadhafi et de sa famille. Aref Sharif et Al-Yunis sont eux-mêmes des personnalités du régime libyen.

Il faut voir que quelques officiels libyens qui se sont retournés contre Kadhafi le font pour se sauver, alors que d'autres vont travailler à mollir ou durcir leurs positions. Abdel Moneim Al-Honi, le délégué libyen à la Ligue Arabe au Caire, peut être pris comme exemple. Al-Honi a dénoncé Kadhafi, mais il faut remarquer qu'il était l'un des membres du groupe des officiers libyens qui ont fait le coup d'Etat de 1969 avec Kadhafi et que plus tard en 1975, il a lui-même essayé de prendre le pouvoir en un coup d'Etat manqué. Après ce coup manqué, il a fui la Libye et ne revint qu'en 1990 après que Kadhafi lui eût pardonné.

Al-Honi n'a pas été le seul diplomate libyen à démissionner. L'ambassadeur libyen en Inde en fit autant. Il y a une intention de la part de ces officiels à être partie-prenante du pouvoir en Libye après l'éviction de Kadhafi:

L'ambassadeur de Libye en Inde Ali al-Essawi a déclaré à la BBC qu'il démissionnait, opposé à l'attitude violente du gouvernement envers les manifestants.

M. Al-Essawi avait été Ministre à Tripoli et pourrait être une personnalité importante dans un gouvernement alternatif, au cas où le Président libyen Mouammar Kadhafi perde le pouvoir.

Le second diplomate libyen à démissionner fut le représentant permanent auprès de la Ligue Arabe Abdel Moneim al-Honi, qui déclara au Caire qu'il devait quitter son poste pour "rejoindre la révolution" dans son pays.

"J'ai remis ma démission en protestation contre les actes de répression et de violence contre les manifestants, et je rejoins les rangs de la révolution," a déclaré M. Al-Honi. Le second Secrétaire Hussein Sadiq al Musrati, a annoncé sa démission depuis la Chine, dans un interview à Al-Jazeera, et a appelé l'armée à intervenir dans le soulèvement. [3]

A nouveau, ces officiels en révolte, comme Al-Yunis et Sharif, sont issus du régime. Ce ne sont pas des diplomates, mais d'anciens ministres. Il y a aussi la possibilité que ces "figures de l'opposition" pourraient avoir fait ou faire des arrangements avec des puissances étrangères.

Puissances étrangères en jeu en Libye

Les gouvernements des Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne et Italie savaient très bien que Kadhafi est un despote, mais cela ne les a nullement empêchés de faire des affaires lucratives avec Tripoli. Quand les media ont couvert la violence en Libye, on aurait pu aussi se demander, d'où viennent les armes qu'on a utilisées? Les ventes d'armes que les Etats-Unis et l'Union Européenne ont faites à la Libye doivent être examinées. S'agit-il d'une partie de leur programme de promotion?

Depuis le rapprochement entre les Etats-Unis et la Libye, les forces militaires des deux pays se sentent des points communs. La Libye et les E.U. ont des transactions militaires, et depuis le rapprochement, Tripoli s'est montré très intéressé à acheter du matériel lourd américain. [4] En 2009, une porte-parole du Pentagone, le Lieutenant-Colonel Hibner, a affirmé que cette relation était au mieux; "[Les E.U.] considéreront les demandes libyennes pour des équipement de défense qui permettent [à la Libye] de se renforcer dans des zones qui servent nos intérêts mutuels [ou les intérêts synchronisés des Etats-Unis et de la Libye]." [5] Le critère est ici les intérêts des Etats-Unis, c'est-à-dire que le Pentagone n'armera la Libye que sur la base des intérêts étasuniens.

Il semble que ce qui est arrivé hier, c'est l'arrivée en Libye de tout un arsenal de matériel de défense des Etats-Uis. Des jets F-16 made in USA, des hélicoptères Apache et des véhicules sont utilisés en Libye par Kadhafi. Si elle est confirmée, cette révélation est choquante. Il n'y a pas de confirmation officielle

au sujet de ce matériel militaire en provenance des Etats-Unis dans l'arsenal libyen. Par rapport aux F-16, les jets libyens sont traditionnellement des Mirages de fabrication française et des MIGs russes. Silvio Berlusconi et le gouvernement italien ont également été d'ardents supporters du régime de Kadhafi. Il y a une information en provenance de Libye selon laquelle il y aurait des pilotes italiens au sein de l'Armée de l'Air libyenne. [7] Il y a également des mercenaires venant du Tchad, du Soudan, du Niger et du Nigeria. Ceci a été vérifié sur des vidéos en provenance de Libye. Le régime libyen envisage également de passer des contrats avec des sociétés de sécurité américaines ou européennes (mercenaires). [8]

Les Politiques d'Al Jazeera

Le gouvernement libyen a coupé Internet et les lignes téléphoniques, une guerre de l'information est en cours. Bien qu'étant l'un des réseaux d'information les plus professionnels du monde, il faut reconnaître qu'Al Jazeera n'est pas neutre. Il est subordonné à l'Emir du Qatar et au gouvernement Qatar, qui est aussi une autocratie.

En sélectionnant et choisissant ce qu'il rapporte, la couverture de la Libye par Al Jazeera est biaisée. Ceci saute aux yeux quand on examine la couverture de Barheïn par Al Jazeera, qui a été tronquée en raison des liens politiques entre Barheïn et Qatar.

Les retours d'Al Jazeera sur les jets libyens faisant feu sur les manifestants à Tripoli et dans les villes principales ne sont pas confirmés et posent question. [9] D'où les relations selon lesquelles les jets libyens auraient attaqué les gens dans les rues n'ont pas été vérifiées. On n'a aucune preuve visuelle de l'attaque des jets, alors que les autres événements de Libye ont été confirmés par des preuves visuelles. Al Jazeera n'est pas le seul à avoir biaisé les informations venant de Libye. Les media d'Arabie Saoudite se délectent également des événements en Libye. *Asharq Al-Awsat* est un journal appartenant à un Saoudien, et qui est strictement aligné sur les intérêts des Etats-Unis dans la région du Moyen-Orient Afrique de l'Est (MENA). Son rédacteur en chef fait actuellement des éditoriaux glorifiant la Ligue Arabe pour sa décision d'exclure la Libye, à cause de l'usage de la force par Tripoli envers les manifestants libyens - pourquoi de telles mesures n'ont-elles pas été prises pour l'Egypte, la Tunisie, le Barheïn ou le Yémen? - A l'intérieur comme à l'extérieur du Monde Arabe, les media principaux créent actuellement les conditions pour une intervention en Libye.

Le Rôle des intérêts étrangers en Libye

Kadhafi et ses fils ont géré la Libye comme une propriété privée. Ils ont gaspillé ses forces et ses ressources naturelles. L'un des fils de Kadhafi est connu pour avoir payé la chanteuse américaine Beyonce Knowles au moins un million de dollars US pour un concert privé. [10] Les sociétés étrangères jouent également un rôle dans cette histoire.

Les positions et les actions des sociétés étrangères, des Etats-Unis et de l'Union Européenne face à la Libye ne devraient pas être ignorées.

Se poser des questions sur le rôle des gouvernements et des sociétés étrangers en Libye, voilà qui est très important. Les gouvernements italien et américain devraient être interrogés quant au rôle des pilotes de nationalité italienne, et de toutes les nouvelles armes mises en jeu en Libye.

Il est très clair que la démocratie est employée comme un prétexte pratique uniquement contre les dictateurs qui ne font pas allégeance aux intérêts américains et européens. Il suffit de regarder comment Mutassim Kadhafi fut accueilli les bras ouverts à Washington le 21 avril 2009 par Hillary Clinton et l'administration Obama. Après le meeting, la Secrétaire d'Etat Clinton a déclaré en public:

Je suis très heureuse d'accueillir le Ministre Kadhafi au Département d'Etat. Nous attachons beaucoup d'importance à la relation entre les Etats-Unis et la Libye. Nous avons beaucoup d'occasions pour approfondir et renforcer notre coopération, et je souhaite vivement investir dans cette relation. Alors, M. le Ministre, bienvenue ici. [11]

Ce que veulent les Etats-Unis et l'Union Européenne maintenant, c'est tirer un maximum de profit de la Libye. La guerre civile, c'est ce que Bruxelles et Washington ont derrière la tête.

La balkanisation de la Libye et la marche vers la guerre civile.

Le fils de Kadhafi Saif Al-Islam a fait des déclarations sur la télévision libyenne sur des organisations religieuses apparentées aux Talibans et qui prendraient le dessus en Libye ou essaieraient de le faire. Rien n'est moins vrai. Il a aussi mis en garde contre la ruine et la guerre civile. C'est un exemple des efforts de la famille Kadhafi pour garder le pouvoir en Libye, mais une avancée vers la guerre civile apparaît en Libye.

Parmi les personnalités en vue chez les militaires, Mahdi Al-Arab, le chef adjoint de l'Etat-Major libyen, aurait renié Kadhafi. [12] Al-Arab a cependant modifié sa position en disant qu'il ne veut pas voir la Libye s'enfoncer dans la guerre civile que déclencherait une intervention étrangère ou une mise sous tutelle. [13] C'est pourquoi Al-Arab a empêché les gens de sa ville, Zawarah, de se joindre à la révolte et d'aller à Tripoli, ville voisine. [14]

Le penchant vers la guerre civile en Libye est encouragé par deux facteurs. L'un est la nature du régime de Kadhafi. L'autre est un désir extérieur d'affaiblir et de diviser la Libye.

Kadhafi a toujours agi de façon à diviser les Libyens. Cela fait des années que l'on craignait que les fils de Kadhafi ne déclenchent entre eux une guerre civile, ou qu'un autre haut dignitaire n'intervienne pour prendre le pouvoir après la disparition de Kadhafi. Une guerre civile sur les bases des ethnies, du régionalisme ou du tribalisme, ce n'est pas une très grosse menace. On peut coopter ou s'allier avec des tribus ou des régions, mais ceux qui voudraient déclencher la guerre civile sont des puissants du régime. Les risques de guerre civile viennent des rivalités entre les officiels du régime eux-mêmes. Il faut bien comprendre que ces rivalités ont été soigneusement entretenues afin de diviser la Libye.

Les feux de la guerre sont ravivés en Libye. Dans de nombreux cercles stratégiques à Washington, Tel-Aviv, Londres et aux Quartiers Généraux de l'OTAN, on voit d'un bon oeil le chaos dans le Monde Arabe. Si la Libye est en proie à la guerre civile ou devient balkanisée, les bénéficiaires seront les Etats-Unis et l'Union Européenne, à long terme, et il y aura de sérieuses implications géopolitiques.

Tous les états voisins en Afrique du Nord seraient déstabilisés par les événements en Libye. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale seraient également déstabilisées. Les frontières tribales de Libye et du Tchad s'étendent jusqu'au Niger, à l'Algérie et au Soudan. Le chaos en Libye aurait également un impact non négligeable en Europe et sur l'énergie au niveau global. Les événements en Libye servent de test pour le contrôle du Cercle Arctique et de ses ressources énergétiques. [15]

Quelle sera la chute de Kadhafi?

Il y a de fortes chances pour que Kadhafi n'aie pas une sortie du pouvoir aussi heureuse que Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte. Kadhafi aura du mal à trouver un pays d'accueil. En général, Kadhafi est considéré comme une assurance par les autres gouvernements. L'Arabie Saoudite, que l'on peut dépeindre comme un refuge pour les dictateurs, n'accordera sans doute pas le refuge à Kadhafi. La Libye et l'Arabie Saoudite ne sont pas en bons termes. Il est également recherché pour témoignage au Liban. En général, la relation de Kadhafi avec les leaders des pouvoirs pétroliers arabes du Golfe Persique est tendue et négative. Personne ne l'accueillera dans le Golfe Persique.

En général, les gouvernements arabes auront peur de l'accueillir. Dans ses efforts pour passer pour un champion du peuple, il a insulté beaucoup de ses pairs dictateurs arabes. Cependant il faut dire que les déclarations de Kadhafi aux meetings de la Ligue Arabe ou au sujet de la Palestine ou de l'Irak sont beaucoup plus populaires et candides que ce qu'ont fait le reste des dictateurs.

Il est très improbable qu'un pays d'Amérique Latine, d'Europe ou ex-soviétique lui donne refuge. On le verrait mieux dans un pays d'Afrique sub-Saharienne.

Ses options sont limitées et il est déterminé à garder le pouvoir. La guerre civile semble surgir à l'horizon. Il y a fort peu de chances qu'il quitte la Libye pacifiquement, et les Etats-Unis et leurs alliés ont sans aucun doute examiné ce scénario. Les 23 et 24 février 2010, il a rencontré les chefs des trois plus importantes tribus de Libye (Werfala, Tarhouna et Wershfana), pour s'assurer de leur soutien. [16] Sa propre tribu, Qaddafi, le soutient et il semble que les tribus Madarha et Awlad Slieman le soutiennent aussi. [17]

Les risques d'intervention de l'OTAN et les E.U. et l'U.E. Contrôler la Libye

La Libye est dans le collimateur du Pentagone depuis des années. Selon Wesley Clark, le général en retraite qui était le commandant en chef de l'OTAN, la Libye était sur la liste des pays à envahir après l'Afghanistan contrôlé par les Talibans. La liste incluait l'Irak, la Somalie, le Soudan, le Liban, la Syrie et enfin l'Iran. Les propos de Clark:

"Alors je suis rentré pour le voir [un officier de haut rang au Pentagone] quelques semaines après, nous étions alors en train de bombarder l'Afghanistan." "- allons nous toujours faire la guerre avec l'Irak?" "- Oh, c'est pire que ça." Il rejoint son bureau. Il prit une feuille de papier" - Je la rapporte tout juste du 1er étage aujourd'hui." - ce qui voulait dire du bureau du Secrétaire de la Défense -. Il ajouta: "C'est un mémo qui explique comment nous allons prendre sept pays en cinq ans, d'abord l'Irak puis la Syrie, le Liban, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran." [18]

D'une manière ou d'une autre, toutes les nations de la liste ont été attaquées de manière directe ou indirecte, et toutes, sauf la Syrie et l'Iran, ont succombé aux Etats-Unis et à ses alliés. Je répète, les seules exceptions sont l'Iran et son alliée la Syrie. Au Liban, les Etats-Unis ont partiellement gagné, mais il y a un recul avec le déclin de l'alliance du 14 mars conduite par Hariri.

La Libye a entamé des négociations secrètes avec Washington en 2001, qui se sont concrétisées par un rapprochement formel après la chute de Bagdad provoquée par les troupes britanniques et américaines en 2003. En fait, les Etats-Unis et leurs alliés ont toujours voulu étendre leur influence sur le secteur énergétique de la Libye et s'appropriier les grandes richesses de la Libye. Une guerre civile offre la meilleure des couvertures en ce sens.

Les Libyens doivent être conscients du prétexte d'intervention pour aide humanitaire.

Les Libyens doivent absolument être sur leurs gardes. Il est clair que les Etats-Unis et l'Union Européenne soutiennent les deux camps. Les Etats-Unis et l'Union Européenne ne sont pas les alliés des peuples du Monde Arabe. A ce propos, les Etats-Unis supportent Kadhafi au sol par du matériel militaire, alors qu'ils supportent également l'"opposition". Si les soi-disant gouvernements des pays occidentaux étaient sérieux au sujet de la démocratie, ils auraient coupé les liens commerciaux avec la Libye, et spécialement le secteur énergétique, avant 2011.

Washington et le pouvoir de Bruxelles pourraient conjointement coopter les forces d'opposition. Ils ont soutenu Kadhafi, mais ils ne le contrôlent pas, ni lui ni son régime, de même qu'ils n'ont pas contrôlé Ben Ali en Tunisie et Mubarak en Egypte. La Libye, c'est une toute autre histoire. Les objectifs de Washington et de Bruxelles seront de renforcer leur contrôle sur la Libye soit par un changement de régime, soit par une guerre civile.

Les "Actions de l'opposition à Kadhafi" sont puissantes, mais il n'y a pas de véritable "mouvement d'opposition." Les deux choses sont différentes. La démocratie n'est pas garantie, à cause de la nature de la coalition opposée à Kadhafi, qui compte de nombreux officiels corrompus du régime.

On discute actuellement d'une "intervention humanitaire" en Libye, comme en Yougoslavie et en Irak. Une "interdiction de survol" au dessus de la Libye a été évoquée, ainsi qu'une possible intervention de l'OTAN. Les intentions derrière ces déclarations ne sont pas humanitaires, mais visent à justifier une ingérence étrangère qui pourrait potentiellement mener à une invasion. Si ceci se mettait en place, la Libye deviendrait un pays occupé. Ses ressources seraient pillées et ses richesses privatisées et contrôlées par des compagnies étrangères comme c'est le cas de l'Irak.

Aujourd'hui les fantômes d'Omar Mukhtar et de Saladin sont encore très vivants et actifs en Libye et dans le Monde Arabe. Se débarrasser de Kadhafi et de ses fils, ce n'est pas la solution. Tout le système corrompu de gouvernance en Libye, et la culture de la corruption politique doivent être démantelés. En même temps il faut pourtant ne pas laisser s'installer en Libye les ingérences étrangères. Si le peuple libyen est mobilisé et ferme, il peut combattre ces méthodes.

Mahdi Darius Nazemroaya

Samedi 26 février 2011

Article original en anglais : [Libya: Is Washington Pushing for Civil War to Justify a US-NATO Military Intervention?](#), publié le 25 février 2011.

Traduction par Madelaine Chevassus

Notes

[1] "UK Hague: some information that Qaddafi on way to Venezuela," *Reuters*, 21 février 2011.

[2] On revient en arrière vers la prolifération de drapeaux libyens lors du coup de 1969. D'où viennent tous ces drapeaux?

[3] "3 Libyan Diplomats resign," *The Hindu*, 22 février 2011.

[4] James Wolf, "U.S. eyes arms sales to Libya," *Reuters*, 6 mars 2009.

[5] *Ibid.*

[6] Informations venant de sources en Libye, non encore confirmées.

[7] *Ibid.*

[8] *Ibid.*

[9] *Ibid.*; J'ai donné des explications sur ce point. La première explication, c'est que des agents du gouvernement de Libye ont répandu des contre-informations auprès d'Al-Jazeera. Ceci inclut les rapports faits à Al-Jazeera selon lesquels des jets avaient attaqué des civils dans les rues. Kadhafi a joué là-dessus pour discréditer Al-Jazeera sur le plan intérieur en Libye en affirmant au peuple Libyen qu'il n'y avait

pas eu d'attaques de jets, et qu'Al-Jazeera diffusait des contre-informations. La seconde explication est qu'Al-Jazeera diffuse tout simplement des contre-informations. En tout cas, les deux explications coïncident sur le fait qu'il n'y a pas eu jusqu'à présent d'attaque des manifestants par des jets libyens.

[10] Marine Hyde, "Beyonce and the \$2m gig for Colonel Gaddafi's son," *The Guardian* (U.K.), 8 janvier 2010; le concert était pour Mutassim et non pas Hannibal Kadhafi (l'article a tort). L'article n'est pas fondamental et a été cité pour montrer que ce genre d'escapade est à peine connu des journaux grand public en Grande-Bretagne et en Europe de l'Ouest.

[11] U.S. State Department, "Remarks With Libyan National Security Adviser Dr. Mutassim Qadhafi Before Their Meeting," 21 avril 2009: <<http://www.state.gov/secretary/rm/2009a/04/121993.htm>>.

[12] Informations venant de sources en Libye, non encore confirmées.

[13] *Ibid.*

[14] *Ibid.*

[15] David Ljunggren, "Libya turmoil puts focus on Arctic oil: Greenland," ed. Robert Wilson, *Reuters*, 23 février 2011.

[16] Informations venant de sources en Libye, non encore confirmées. On m'a dit que Kadhafi promettait des réformes aux tribus et qu'il allait se retirer dans environ un an. Et également qu'il affirmait qu'aucun de ses fils ne serait au pouvoir en Libye

[17] *Ibid.*

[18] General (retired) Wesley Clark, "92 Street Y Exclusive Live Interview," interview by Amy Goodman, *Democracy Now*, 2 mars 2007.

Mahdi Darius Nazemroaya spécialisé dans le Moyen-Orient et l'Asie Centrale. Il est chercheur associé du Centre de recherche sur la Mondialisation.

Source : Mondialisation.ca

<http://www.mondialisation.ca/...>

5-3 Mohamed BELAALI : L'impérialisme est l'ennemi des peuples : le cas de la Libye.

Profitant de la révolte du peuple libyen contre le régime de Kadhafi devenu despotique et anachronique, l'impérialisme américain et son caniche européen tentent par tous les moyens d'intervenir en Libye pour installer un régime qui servira leurs intérêts. Leur volonté de pomper, à l'instar d'un vampire, le pétrole Libyen est sans limite. Le peuple libyen serait alors privé de sa révolution, de sa richesse et connaîtrait une situation aussi tragique que celle que subit actuellement le peuple irakien ou afghan par exemple. Les crimes et les ravages de l'impérialisme en Irak, pour ne citer que ce pays, donnent la mesure de la cruauté et de la barbarie dont le capitalisme est capable. Une intervention américaine en Libye risque de briser également cet immense espoir soulevé par la révolution tunisienne et égyptienne dans les masses arabes opprimées pour une société meilleure débarrassée de la domination impérialiste et de ses serviteurs locaux. L'histoire nous a toujours enseigné que l'impérialisme est l'ennemi des peuples.

La Libye est un pays riche en pétrole et en gaz naturel. Selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie(EIA), le pays produit 1,79 million de barils par jour d'or noir et de gaz naturel et exporte 1 million de barils/jour. La Libye possède des réserves de brut parmi les plus importantes du monde (44 milliards de barils). La Libye produit un pétrole d'une rare qualité (brut léger à faible teneur en soufre) dont le rendement au raffinage est très élevé donc recherché sur le marché.

Cette précieuse énergie est encore indispensable au fonctionnement de la civilisation capitaliste et contribue à l'accumulation du capital au niveau planétaire. L'impérialisme américain se prépare très sérieusement à intervenir dans un pays aussi stratégique que la Libye qui est au cœur de la méditerranée et coincé entre la Tunisie en pleine révolution et l'Égypte dont l'issue de la révolution reste imprévisible. En s'installant en Libye, les États-Unis pourront plus facilement détourner les objectifs d'émancipation de la tutelle impérialiste de la révolution tunisienne et égyptienne.

Hillary Clinton a déclaré publiquement que les États-Unis ont des contacts directs avec les insurgés libyens et que toutes les options pour éliminer Kadhafi du pouvoir restent ouvertes. Mais l'administration d'Obama ne se contente pas seulement de produire des déclarations menaçantes, elle a envoyé au large des côtes libyennes des forces navales et aériennes. Washington examine également la possibilité d'établir ce que les militaires appellent « no-fly zones » (zone d'exclusion aérienne) dans le ciel libyen. Le prétexte humanitaire est lui aussi invoqué, une fois de plus, pour préparer une éventuelle

intervention militaire. « L'humanitaire et la guerre sont deux moyens contradictoires mais complémentaires . Il est difficile de distinguer clairement l'humanitaire du militaire tellement les deux instruments sont imbriqués l'un dans l'autre. On fait la guerre au nom de l'humanitaire et on invoque l'humanitaire pour justifier la guerre. Mais l'humanitaire reste souvent subordonné au militaire »(1). Le 28 février 2011, Hillary Clinton déclarait « Nous croyons qu'il y aura des besoins pour aider à des interventions humanitaires, nous savons également qu'il va y avoir probablement malheureusement des besoins pour des missions de sauvetage ».

L'histoire du peuple libyen est riche en luttes glorieuses contre l'invasion étrangère. Omar Al Mokhtar (1862/1931) ce « lion du désert », pendu par les italiens, incarnait cet esprit de résistance à l'occupant étranger. Le peuple libyen qui mène aujourd'hui un combat contre un régime qui l'a longtemps effacé, même s'il a accompli de réels progrès dans le passé, doit s'inspirer de cette grande figure de la résistance et s'opposer de toutes ses forces à l'impérialisme. C'est au peuple libyen et à lui seul, qui a déjà donné généreusement des martyrs par centaines, que revient l'immense tâche de faire triompher la révolution libyenne, partie intégrante de la révolution arabe en marche.

Révolutionnaires, progressistes et démocrates, il est de notre devoir de soutenir les masses arabes en lutte et de dénoncer partout l'impérialisme, ennemi de tous les peuples.

Mohamed Belaali

(1) <http://www.legrandsoir.info/L-human...>

URL de cet article 12966

<http://www.legrandsoir.info/L-imperialisme-est-l-ennemi-des-peuples-le-cas-de-la-Libye.html>

6 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

6-1 Stefanie Schüler : Hugo Chavez propose une médiation internationale pour la Libye.

Hugo Chavez a fait ce lundi une proposition étonnante : le président vénézuélien veut organiser une médiation internationale pour la Libye. Cette mission pour la paix pourrait être rejointe par tous les pays qui souhaitent une solution pacifique et non militaire à la crise politique qui bouleverse la Libye, rapporte *El Universal*. « Selon Hugo Chavez, la communauté internationale doit tout faire pour éviter que le sang coule entre frères libyens. Le président vénézuélien dit être l'ami de nombreux présidents et chefs de gouvernements européens », écrit encore le journal. « Et c'est sur eux qu'il compte pour mettre en place cette médiation internationale. Hugo Chavez préfère instaurer un groupe de contact au lieu d'engager une guerre. »

Beaucoup plus critiques, les confrères de *Las Ultimas Noticias* résument le chef de l'Etat ainsi : Hugo Chavez refuse toujours de condamner le colonel Kadhafi. « Expliquant qu'il ne possède pas suffisamment d'informations pour appuyer la thèse de crimes contre l'humanité qui sont reprochés au dictateur libyen, Hugo Chavez a déclaré : 'C'est une campagne de mensonges qui se tissent sur la Libye, je n'en ai pas le moindre doute. Je ne vais pas condamner Kadhafi. Je serais un lâche de condamner celui qui a été mon ami'. »

<http://www.rfi.fr/ameriques/20110301-hugo-chavez-propose-une-mediation-internationale-libye>

7 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

7-1 Annie : la légitimation d'une intervention étrangère en Libye.

Chers camarades,

L'appel auquel Carole fait référence (http://www.avaaz.org/fr/libya_stop_the_crackdown_fr) ne nous enjoint pas seulement de soutenir le peuple libyen contre la répression : il ouvre sur la légitimation d'une *intervention étrangère* en Libye.

Il convient de savoir où nous allons dans ce soutien du combat des Libyens contre le régime de Kadhafi. S'agit-il de soutenir un peuple contre un régime dont les profiteurs se sont approprié l'essentiel du produit national ?

On pourra d'ailleurs observer que l'importance du prélèvement s'est nettement accrue depuis que le régime libyen a donné aux impérialismes « occidentaux » des gages qui ont amené ceux-ci à décréter Kadhafi, jusqu'alors voué aux gémonies, « respectable ».

S'agit-il seulement de soutenir le peuple libyen contre ces profiteurs qui pratiquent aujourd'hui la répression - répression sur laquelle nous sommes d'ailleurs très diversement informés : « la chaîne de télévision Al Jazeera a fait état du bombardement par l'armée des populations de Tripoli et Bengazi (d'où sont partis les troubles le 15 février), alors que le gouvernement a

évoqué le bombardement de dépôts d'armes » (*Atlas alternatif*, 22 février 2011). Sommes-nous absolument sûrs que c'est Tripoli qui ment, comme on nous l'a certifié pour Milosevic, Saddam Hussein *et alii* ?

S'agit-il, au motif que les Etats-Unis, l'Union européenne et l'OTAN ont déclaré la croisade contre le régime libyen, de couvrir une intervention *militaire* ayant toutes les caractéristiques de la politique de la canonniers qui a été appliquée -- sous divers prétextes, tous couverts du manteau de la défense de la démocratie contre les rouges, les terroristes, les islamistes, etc. -- aux Balkans, à l'Irak, à l'Afghanistan, etc.

Si je ne me trompe, l'OTAN n'a pas prôné d'intervention en Tunisie et en Egypte, dont les impérialismes étrangers contrôlent encore les gouvernements en place, mais il s'agite fébrilement contre la Libye.

On nous a honteusement dupés sur toutes les circonstances de lancement des croisades contre les Serbes, contre Saddam Hussein, contre les islamistes d'Al Qaïda (groupement dont tel ancien responsable des Renseignements généraux, comme nombre de personnalités étrangères, dément jusqu'à l'existence) ? Je rappelle à tous les camarades sous quels divers nobles prétextes s'est mise en place l'intervention militaire contre la Yougoslavie (pas contre les Serbes seuls, malgré les apparences, contre l'existence de la Yougoslavie, seule digue qui résistait encore, dans cette zone, aux impérialismes américain et allemand rivaux), contre l'Irak, contre l'Afghanistan, et le bilan qu'on peut en dresser après près de vingt ans de nouvelles guerres coloniales et de démembrements territoriaux.

La défense des populations victimes de répression s'impose aux syndicats et à tout mouvement démocratique. Mais assurément pas le soutien à l'application, par les impérialismes « occidentaux » de « la technique d'une guerre civile extérieure » -- expression utilisée par un homme politique français à l'époque où les impérialismes italien et allemand appliquaient ladite formule à l'Espagne républicaine, depuis juillet 1936, avec le soutien passif et actif des impérialismes, tous réunis, des démocraties.

Le Snésup n'est pas l'organe de BHL ni des va-t-en-guerre, il ne saurait se transformer en instrument du « devoir d'ingérence » -- nouveau synonyme du colonialisme pur et dur -- prescrit par un récent ministre des Affaires étrangères. Il ne saurait prendre la responsabilité du soutien à une nouvelle guerre pour le contrôle américain ou « occidental » du pétrole, comme la chose a été faite contre l'Irak, désormais revenu à l'âge de pierre. Il faut se méfier d'un consensus suspect et bien lire les textes de pétition.

Amitiés,
Annie

7-2 Pathé M Bodje : Saddam Hussein ? Must Disarm.

C'est comme si la bobine de ce navet de 2003 avait fait d'elle-même un flash back : on a l'impression, à écouter Obama sur la crise libyenne, d'entendre encore Bush Jr réciter sa litanie contre l'Irak : "Saddam Hussein Must Disarm". Le prétexte, à l'époque, c'était les armes de destruction massive ; aujourd'hui, pour voler au secours de populations longtemps maintenues dans un terrorisme d'État naguère pourtant béni par tous, les États-Unis déploient la grande armada autour de Benghazi, jetant la gêne aussi bien auprès des insurgés locaux que de la communauté internationale. ; car comment et pourquoi sauver les Libyens et pas les Iraniens ou les Palestiniens en bute à Israël depuis cinquante ans et dans des proportions pires encore ?

Aujourd'hui, avec la contre-offensive du camp des loyalistes, à l'ouest comme au sud, la déclaration de guerre aura-t-elle lieu pour permettre à Obama de déclencher les hostilités et de déloger par la force des armes le leader de la Jamhariya ?

Alors que des navires de guerre Us entraînent en Méditerranée en effet, la tactique de guérilla enclenchée par le camp khadafiste démontrait que les insurgés n'étaient pas des foudres de guerre et les dissensions occidentales posent une sérieuse équation à ceux qui veulent voler au secours des populations locales : faut-il, comme avec l'Irak, imposer un blocus de l'espace aérien libyen pour empêcher Khadafi de bombarder les insurgés ? Car, après une première opération de communication menée par le fils mardi, le guide lui-même reprenait apparemment les choses en main et a retrouvé ses élans de tribun des premières heures de la Révolution du 31 août 1969.

Pourquoi, alors, tant d'empressement au moment où la France, engluée dans les affaires d'un président homme-orchestre, à la fois premier ministre, ministre de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Culture, que cette Gaule donc se cherche des ministres aptes à la fonction ? Il ne reste plus en effet que l'onction de la "communauté internationale" (Usa-Europe) pour lancer la nouvelle "Tempête du Désert", probablement le 20 mars prochain, journée internationale de la Francophonie. Car il faut sauver le peuple libyen martyr et l'extraire des griffes de ce sanguinaire despote éclairé qui a déjà fait près de 7.000 morts. Les Iraniens tentent-ils depuis un an une révolution du jasmin qui ne dit pas son nom ? Les Palestiniens n'essayent-ils pas de rompre le joug colonial et raciste d'Israël depuis plus de cinquante ans ? Apparemment dans l'indifférence généralisée de ce même Occident ayant d'autres impulsions et motivations que celles de l'humanitaire.

Et, comme de par le passé, c'est aussi l'heure des bravades dans le camp d'en face, tout en sachant devoir livrer une ultime bataille perdue d'avance. Quelques heures après l'annonce par le Pentagone du déploiement de forces américaines près de la Libye, en effet, les spartiates de Khadafi se sont signalés à Dehiba, poste à la frontière avec la Tunisie ; et le Guide a multiplié les effets pour ne pas se laisser contourner et étouffer, avec des

raids nocturnes sans grand succès à date.

Non mais, sommes-nous entrain de revivre l'histoire à rebrousse-poil ? Car le script actuel ressemble étrangement à ce qui se faisait naguère, quand le monde avait quand même une conscience morale. Nous ne sommes pas loin, en effet, des événements de 1986 avec le bombardement des États-Unis de la Libye (appelé opération "Gorge d'El Dorado") le 15 avril 1986 avec un certain mauvais acteur de série "B" nommé Ronald Reagan, à l'époque de "Terminator" où il fallait montrer ses biceps. Avec la seule différence qu'à l'époque, l'humanité avait quelque dignité. Ainsi, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 41/38 du 20 Novembre 1986 qui « condamne l'attaque militaire commise contre la Jamahiriya arabe libyenne socialiste le 15 avril 1986, qui constitue une violation de la charte des Nations Unies et du droit international. »

Tout évoque aussi le 21 octobre 1805 (1) avec la bataille de Trafalgar : la grande armada yankee, appuyée par la flotte de la fière Albion de Nelson, mouille aux larges de Trafalgar-Tripoli, à la recherche de Khadafi. Aujourd'hui, après les événements du 11 septembre, l'Amérique, seule au besoin, la "communauté internationale", mouton de Panurge, à contre-cœur, recherchent Ben Laden sous tous les tchadors, sous tous les traits, sous toutes les latitudes. La révolution de jasmin et le printemps arabe de 2011 sont donc un bon prétexte pour régler définitivement son compte à ce terroriste des années 80 que la France a reçu en grandes pompes en décembre 2007, au point de coûter son poste à Rama Yade dans la rubrique liquidée (par la suite) des Droits de l'homme.

La parodie de l'histoire nous ramène au Moyen-Age de la modernité. Et les missiles "Scud" vont probablement circuler sous peu, une fois l'Onu poussée à adopter une résolution autorisant certains à liquider d'autres plus faibles, sous le couvert moderne d'un malthusianisme géopolitique. Il n'empêche : l'assassinat de Saddam Hussein le 31 décembre 2006 n'a pas bouleversé la face du monde et n'a pas permis une meilleure humanisation des relations internationales.

Pathé MBODJE,

Journaliste, sociologue

Publié le 05/03/2011

1)-La bataille de Trafalgar oppose le 21 octobre 1805 la flotte franco-espagnole sous les ordres du vice-amiral Villeneuve, à la flotte britannique commandée par le vice-amiral Nelson (source : Internet).

[http://www.sudonline.sn/saddam-hussein--must-disarm_a_1843.](http://www.sudonline.sn/saddam-hussein--must-disarm_a_1843)

<http://fr.rian.ru/world/20110301/188747262.html>

7-3 Sara Flounders : La Libye et l'impérialisme

De toutes les luttes qui se déroulent actuellement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la plus malaisée à décortiquer est celle qui se passe en Libye.

Quel est le caractère de l'opposition au régime de Kadhafi et qui, rapporte-t-on, contrôle actuellement la ville de Benghazi, dans l'est du pays ?

Est-ce précisément une coïncidence si la rébellion a démarré à Benghazi, située au nord des champs pétroliers les plus riches de la Libye et proche en même temps de ses oléoducs, gazoducs, raffineries et port GNL ? Existe-t-il un plan de partition du pays ?

Quel est le risque d'intervention militaire impérialiste, ce qui pose un très grave danger pour la population de toute la région ?

La Libye n'est pas comparable à l'Égypte. Son dirigeant, Mouammar Kadhafi, n'a pas été une marionnette de l'impérialisme comme Hosni Moubarak. Durant de nombreuses années, Kadhafi a été l'allié de pays et de mouvements combattant l'impérialisme. En prenant le pouvoir en 1969, à la faveur d'un coup d'État militaire, il a nationalisé le pétrole libyen et a utilisé une grosse partie de cet argent pour développer l'économie libyenne. Les conditions de vie se sont considérablement améliorées, pour le peuple.

Pour cette raison, les impérialistes étaient bel et bien décidés à écraser la Libye. En fait, en 1986, les États-Unis ont lancé des frappes aériennes sur Tripoli et Benghazi, lesquelles avaient tué 60 personnes, dont la petite fille de Kadhafi – chose que l'on mentionne rarement dans les médias traditionnels. Des sanctions dévastatrices ont été imposées à la fois par les États-Unis et par les Nations unies, afin de couler l'économie libyenne.

Après l'invasion de l'Irak par les Américains, en 2003, et la destruction d'une grande partie de Bagdad via une campagne de bombardement orgueilleusement baptisée « shock & awe » (choc et terreur) par le Pentagone, Kadhafi a tenté d'écarter d'autres menaces d'agression contre la Libye en faisant d'importantes concessions politiques et économiques aux impérialistes. Il a ouvert l'économie aux banques et sociétés étrangères, il a abondé dans le sens des demandes

d'« ajustements structurels » émanant du FMI, privatisant ainsi de nombreuses entreprises de l'État et réduisant fortement les subsides de l'État à l'alimentation et au carburant.

Le peuple libyen souffre de ces mêmes prix élevés et du chômage à la base des rébellions qui éclatent ailleurs et qui découlent de la crise économique capitaliste mondiale.

Il ne fait pas de doute que la lutte pour la liberté politique et la justice économique qui balaie actuellement le monde arabe a également trouvé son écho en Libye. On, ne peut douter que le mécontentement suscité par le régime de Kadhafi motive une section signification de la population.

Toutefois, il est important que les progressistes sachent qu'un grand nombre des personnages dont l'Occident fait la promotion en tant que dirigeants de l'opposition sont à long terme des agents de l'impérialisme. Le 22 février, la BBC a montré des séquences où l'on voit à Benghazi des foules qui arrachent le drapeau vert de la république pour le remplacer par celui du monarque renversé (en 1969, NdT), le roi Idris – qui avait été une marionnette de l'impérialisme américain et britannique.

Les médias occidentaux appuient une bonne partie de leurs reportages sur des faits supposés, fournis par le groupe d'exilés du Front national pour la sauvegarde de la Libye, formé et financé par la CIA américaine. Cherchez sur Google en introduisant le nom du front plus CIA et vous découvrirez des centaines de références.

Dans un éditio du 23 février, *The Wall Street Journal* écrivait ceci : « Les États-Unis et l'Europe devraient aider les Libyens à renverser le régime de Kadhafi. » On n'y dit mot des chambres de commission ou des corridors de Washington sur une intervention destinée à aider le peuple du Koweït, de l'Arabie saoudite ou du Bahreïn à renverser leurs dirigeants dictatoriaux. Même avec tout le semblant d'intérêt accordé aux luttes de masse secouant la région actuellement, la chose serait impensable. Quant à l'Égypte et à la Tunisie, les impérialistes tirent sur toutes les ficelles possibles pour retirer les masses des rues.

Il n'a pas été question d'intervention américaine pour aider le peuple palestinien de Gaza quand des milliers de personnes ont perdu la vie suite au blocus, aux bombardements et à l'invasion par Israël. Ce fut exactement le contraire : les États-Unis sont intervenus afin d'empêcher la condamnation de l'État sioniste occupant.

Il n'est pas difficile de voir où résident les intérêts de l'impérialisme, en Libye. Le 22 février, Bloomberg.com disait, à ce propos, que, tout en étant le troisième pays producteur de pétrole de l'Afrique, la Libye est en même temps le pays qui possède les plus importantes réserves – prouvées – du continent, avec 44,3 milliards de barils. C'est un pays à la population relativement peu nombreuse mais qui doté d'un important potentiel de production de bénéfices pour les compagnies pétrolières géantes. Voilà comment les grosses fortunes voient la Libye et c'est ce qui sous-tend les préoccupations qu'elles expriment quand aux droits démocratiques du peuple libyen.

Obtenir des concessions de Kadhafi ne suffit pas, pour les barons impérialistes du pétrole. Ils veulent un gouvernement dont ils peuvent disposer directement, le cadenas, le tenir en dépôt et le mettre en fût. Ils n'ont jamais pardonné à Kadhafi d'avoir renversé la monarchie et nationalisé le pétrole. Dans sa rubrique « Réflexions », Fidel Castro, de Cuba, met en exergue la soif de pétrole de l'impérialisme et met en garde contre le fait que les États-Unis posent actuellement les bases d'une intervention militaire en Libye.

Aux États-Unis, certaines forces tentent de lancer au niveau de la rue une campagne de promotion en faveur d'une telle intervention américaine. Nous devrions nous y opposer carrément et rappeler à toutes les personnes bien intentionnées les millions de morts et de personnes déplacées provoquées par l'intervention américaine en Irak et en Afghanistan.

Les progressistes éprouvent de la sympathie pour ce qu'ils considèrent comme un mouvement populaire en Libye. Nous pouvons aider un tel mouvement en soutenant ses revendications légitimes tout en rejetant toute intervention impérialiste, quelle que soit la forme qu'elle puisse revêtir. C'est au peuple libyen qu'il revient de décider de son avenir.

Sara Flounders

original en anglais : [Libya and Imperialism](#), publié le 24 février 2011.

Sara Flounders est un collaborateur régulier de [Mondialisation.ca](#). [Articles de Sara](#)

[Flounders publiés par Mondialisation.ca](#) [Texte](#)

5-3-

Traduit de l'anglais par Jean-Marie Flémal pour [Investig'Action](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

